

Pour une solidarité avec les peuples égyptiens et tunisiens

lundi 21 février 2011, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2011).

Après la révolution tunisienne qui a joué le rôle de catalyseur, les populations égyptiennes ont repris le flambeau des revendications sociales et politiques, pour converger vers une contestation totale du pouvoir en place. Malgré la répression féroce des manifestations, des millions d'Égyptiens ont bravé le couvre-feu en engageant des confrontations sanglantes avec les forces de répression.

Ce mouvement qui secoue la Tunisie et aujourd'hui l'Égypte contre la vie chère, contre le chômage, contre la pauvreté, pour la démocratie et la liberté d'expression, traduit l'ampleur de la crise politique est sociale de la région.

Soutenu par les puissances dites « démocratiques » occidentales depuis 30 ans, en premier lieu les Etats-Unis, ces régimes dictatoriaux agonisent. Si la crise touche cette partie du monde, elle n'est pas exclusivement arabe. En Égypte, en Tunisie, l'explosion de la misère résulte des programmes d'ajustement imposés depuis 20 ans avec son lot de déréglementation des prix alimentaires et privatisations, ce qui ont valu des félicitations à Moubarak et de Ben Ali de la part des bailleurs de fonds occidentaux. Les chiffres de croissance affichés par ces champions du libéralisme économique — l'Égypte, la Tunisie ou la Jordanie faisaient souvent l'objet de rapports élogieux des organisations financières internationales — masquaient mal la pauvreté grandissante. Au-delà de leurs régimes policiers séniles, ce sont ces politiques que les révolutions en cours vont devoir démonter, si elles ne veulent pas préparer de rapides et dangereuses désillusions.

Il s'agit aussi de démasquer la tutelle impérialiste qui s'affiche de manière indécente en Tunisie et en Égypte pour gérer la crise et garantir la continuité de leur domination.

Ces révolutions sont portées avant tout par des aspirations sociales, dans le sillage de mobilisations ouvrières, comme celles de Gafsa (phosphates, Tunisie) ou de Mehalla (textile, Égypte) à l'instar des grèves et des émeutes algériennes. Ce sont ces luttes qui ont joué un rôle décisif dans le démarrage de la révolution.

Manifestons notre solidarité agissante, partout où c'est possible, par des rassemblements et des chaînes humaines et tous les moyens à notre disposition. Exigeons avec les égyptiens la destitution du dictateur et de son régime, l'élargissement des libertés et de justice sociale. Créons des espaces de libertés. Imposons un programme politique qui rompe avec l'ordre mondial néolibéral (chaîne de la dette, accords de libre-échange, etc.), afin de permettre une redistribution massive des richesses ; un programme qui implique la dissolution du noyau dur des appareils d'Etat néocoloniaux (hiérarchie militaire, services de renseignements, polices, gouvernorats locaux, etc.) et l'expropriation des grandes fortunes privées, accumulées notamment au gré des privatisations.

Le PST salut ces révolutions en soulignant que les défis à venir ne sont pas minces : allier démocratie dans l'abolition de l'ordre social révoltant au service des intérêts des grandes puissances capitalistes, droits de la personne, justice sociale et développement économique sera une tâche ardue, qui nécessitera sûrement de nombreuses luttes.

